



HAL
open science

Saskia Sassen, "La globalisation. Une sociologie", Paris, Gallimard, coll. Essais, 2009, 341p. Lecture de Laurent Devisme

Laurent Devisme

► To cite this version:

Laurent Devisme. Saskia Sassen, "La globalisation. Une sociologie", Paris, Gallimard, coll. Essais, 2009, 341p. Lecture de Laurent Devisme. Lieux Communs - Les Cahiers du LAUA, 2009, L'altérité, entre condition urbaine et condition du monde, 12, pp.210-212. hal-02866787

HAL Id: hal-02866787

<https://hal.science/hal-02866787>

Submitted on 12 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Saskia Sassen, La globalisation. Une sociologie, Paris, Gallimard, coll. Essais, 2009, 341p.

Lecture de Laurent Devisme – Lieux communs n° 12 (2009), p. 210-212

“Mais que fait-elle là ?” Ce n’était pas loin d’être une énigme : S. Sassen venait, en juin 2009 en Loire-Atlantique, contournait Nantes pour atterrir à la Baule lors du World Investment Congress 2009. Après le forum “Global city” à Abu Dhabi, l’intervention de la sociologue s’inscrivait dans le cadre d’un projet énoncé ainsi : “making Europe more attractive and competitive”. Soit.

“Pourquoi je suis là ?” C’est à cette question que l’auteure répondait plus récemment lors de l’Université d’été du Parti Socialiste, le parti l’ayant alors invité pour l’éclairer sur les processus caractérisant la globalisation.

C’est en partie pour vouloir connaître l’évolution politique de cette chercheuse que j’ai voulu lire cet ouvrage, d’autres motifs étant plus classiquement liés à la discussion nécessaire de théories sur la ville aujourd’hui présentes “sur le marché”. Et on trouve à la fois du grain à moudre pour les questions théoriques mais aussi des prises intéressantes du côté du rôle possible du politique (quand bien même certaines des scènes évoquées ici restent troublantes...).

Ce livre mérite qu’on le lise tant il indique des programmes de recherche prometteurs. Saluons l’éditeur et sa collection “essais” pour s’être engagé dans une publication scientifique, fortement référencée (cf. la bibliographie et les notes) et qui permet de mettre en question bien des préjugés sur la globalisation, souvent présente au registre d’un nouveau contexte d’action auquel il ne reste plus qu’à s’adapter. “Globalize or perish” pourrait-on alors ironiser, par analogie au presque célèbre aphorisme “publish or perish” qu’ont bien trop vite intégré des chercheurs peu scrupuleux quant à l’originalité de leurs écrits.

Pointons d’abord quelques échos avant de souligner les principales avancées cognitives de ce livre. Il y aurait ce numéro des *Actes de la recherche en sciences sociales* de 2004, dont le dossier relatif à la sociologie de la mondialisation (n°151-152) permettait bien de situer en quoi la globalisation (qui manquait alors de points de vue critiques car trop souvent préemptée par des savoirs d’État) renvoyait à une internationale des élites nationales, qui se renouvelait certes, mais sur fond de capital familial cosmopolite. En quoi elle renvoyait également à des formes d’internationalisation de luttes nationales. Des notes de recherche sur le déploiement de l’industrie du conseil permettaient des éclairages précis sur la constitution de nouveaux mondes et les différentes dominations qu’elles engendrent. Je mentionnerais volontiers trois autres échos. Ainsi de cet essai pamphlétaire de Gilles Châtelet publiant peu de temps avant sa mort *Vivre et penser comme des porcs. De l’incitation à l’envie et à l’ennui dans les démocraties-marchés*, pointant notamment les effets idéologiques du populisme urbain et du “cosmopolitisme d’aéroport”. Dans les registres de la fiction documentaire, ainsi des textes rassemblés par V. S Naipaul mettant en scène des situations déplacées et ce qu’elles génèrent en termes de structuration des individus et de rapport à l’autre (cf. notamment “un parmi tant d’autres”, *Dans un État libre*), ainsi du film *Violence des échanges en milieu tempéré*, réalisé en 2004 par J.-M. Moutout et prenant pour contexte le monde de la consultance et ses rapports avec les sites industriels. On cite délibérément cette variété des registres car il nous semble que S. Sassen y invite, même si elle campe au sein de littératures académiques pour trop rarement nous accrocher à d’autres univers. Elle incite à retrouver de l’imagination sociologique afin d’être en mesure, comme l’auteure l’écrit en conclusion, de traquer “l’animal qui rôde” dans l’histoire en train de se faire.

Ces échos ont la particularité de porter une pensée critique de la globalisation qui se doit d'être plus attentive à ses mouvements que ne le sont souvent les luttes "anti-mondialisation". Pour autant, il s'agit bien d'exprimer une condition du monde qui est loin de relever du cosmopolitisme sans attaches et des visions enchantées du devenir global.

Le livre de Sassen peut s'inscrire en partie dans cette filiation ; il faut étendre le territoire analytique de la globalisation et ce en recourant finalement aux différents trucs et ficelles des théories de l'acteur-réseau, sans qu'elles soient pour autant mentionnées. Ainsi de l'enjeu d'une micro-histoire des interventions législatives et gouvernementales qui ont visé une extension des opérations transfrontalières et permettant de saisir comment les standards ont progressivement remplacé les règlements dans le droit international. Ainsi du suivi des traces de programmes privés au sein de l'Etat ("à l'intérieur des domaines représentés comme publics").

L'intérêt principal de Sassen est de proposer l'élaboration de nouvelles problématiques conceptuelles plutôt que l'apport de réponses qui sont la plupart du temps décevantes car les questions sont mal posées (p.87). Pointons notamment les notions de "globalités non cosmopolites", de "local à échelle multiple", de "dénationalisation des formes de souveraineté de l'État", de "production d'isomorphismes institutionnels". À de nombreuses reprises, Sassen souligne le rôle de l'État dans la création de normes de la globalisation, et simultanément la nécessité de dégager la frontière de ses encadrements nationaux et de s'intéresser aux espaces de démarcation. Les nouvelles imbrications entre le lieu et l'autorité sont à analyser de près, de même que les différents contextes dont les significations sont largement changeantes. Ainsi de cet exemple de l'adaptation urbaine de centres d'affaires via le design urbain et une architecture contextuelle afin de les connecter visuellement avec les alentours : cela ne change en rien, rappelle l'auteur, au fait que l'environnement immédiat n'est pas un contexte pour toute une subéconomie en réseau.

Le chapitre sur la ville globale fait retour sur ce que l'auteur proposait dans son ouvrage-clé de 1991 (*The global city ; New York, London, Tokyo*). Elle insiste sur l'enjeu de se ressaisir de la ville comme site de recherche, estimant qu'il est temps de retrouver une profondeur d'analyse comme celle qui prévalait au temps de l'École sociologique de Chicago. Les villes étant "des sites de production des industries de l'information dominantes de notre temps" (p.115), il est temps de se consacrer à en dresser des cartographies détaillées. On retient notamment une réflexion courte sur l'enjeu de la présence, au sujet des marginaux qui ne sont donc pas qu'à la marge car, dans leur présence, ils appellent à la possibilité d'une politique les concernant. La conclusion de ce chapitre retrouve des voies que n'aurait pas délaissées H. Lefebvre, avec l'enjeu du "droit au lieu" et l'attention à de nouvelles formes de citoyenneté (cf. à ce sujet le n°63 de la revue *Rue Descartes*).

Le chapitre sur les migrations propose, comme celui sur les classes globales émergentes, d'intéressantes typologies. À chaque fois, l'auteur insiste sur le rôle, souvent négligé, que des formations étatiques ont pu avoir dans le contexte de la globalisation. Ainsi des Philippines qui ont largement exploré des stratégies officielles pour l'exportation de ses travailleurs. Trois classes globales sont identifiées qui ont pour contexte le global et qui contribuent simultanément à son advenue : celle qu'incarnent des dirigeants et experts économiques transnationaux, celle des responsables gouvernementaux (juges financiers, fonctionnaires de l'immigration, police internationale...) et celle des "travailleurs désavantagés". Aucune de ces classes globale n'est caractérisée par le cosmopolitisme car elles sont liées à des environnements fortement localisés : "respectivement, les centres d'affaires et financiers, les gouvernements nationaux et les microstructures localisées de la vie

civique et des luttes quotidiennes” (p.178). Une tendance forte les affectant consiste dans une modification de l’attachement au national. Bien sûr, la grande différence pour la dernière est son relatif immobilisme faisant des désavantagés des localisés. On retrouve la critique du nouvel esprit du capitalisme qualifié par Boltanski et Chiapello, montrant le développement d’un nouveau rapport d’exploitation entre mobiles et immobiles. Mais l’aiguillon n’est pas forcément celui que l’on croit : Sassen considère que “la classe globale des travailleurs à bas salaire est plus globale et donc plus indicative du futur, plutôt que d’un passé révolu, qu’on ne veut bien le supposer.” (p.198).

L’esprit critique sourd à plusieurs reprises, notamment lorsqu’il s’agit de pointer les droits de mobilité donnés à des classes professionnelles qui sont aussi des travailleurs immigrés pour lesquels n’entre pas en vigueur la dureté de politiques nationales. Il se marque aussi à propos du marché immobilier avec ce problème pointé de la “forme extrême d’absentéisme du propriétaire” : “les choses peuvent sembler identiques, exiger les mêmes briques et le même mortier, être anciennes ou neuves, mais l’entité est transformée.” (p.246). On retrouve également pointé le contexte de la désintégration bureaucratique, proche des analyses de R. Sennett (cf. le chapitre “Bureaucratie” dans *La culture du nouveau capitalisme*). Cet esprit critique est tourné vers une réflexion sur ce que peut être la place des acteurs aujourd’hui, via les nouvelles possibilités des TIC par exemple. Le livre porte ainsi quelque espoir dans la concrétisation de formes émergentes de mobilisation, articulant de manière nouvelle local et global.

On ne peut qu’espérer que cette sociologie soit lue par des économistes (ce que les énigmes initiales de cette note laissent penser) et qu’elle soit entendue (ce qui est moins sûr) ; ainsi de nouvelles mesures du global pourraient-elles voir le jour et avec elles l’appréhension de nouvelles localités.

LD